



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
SERVICE ETUDES ET STATISTIQUES**

**INDICATEURS DE
CONJONCTURE**

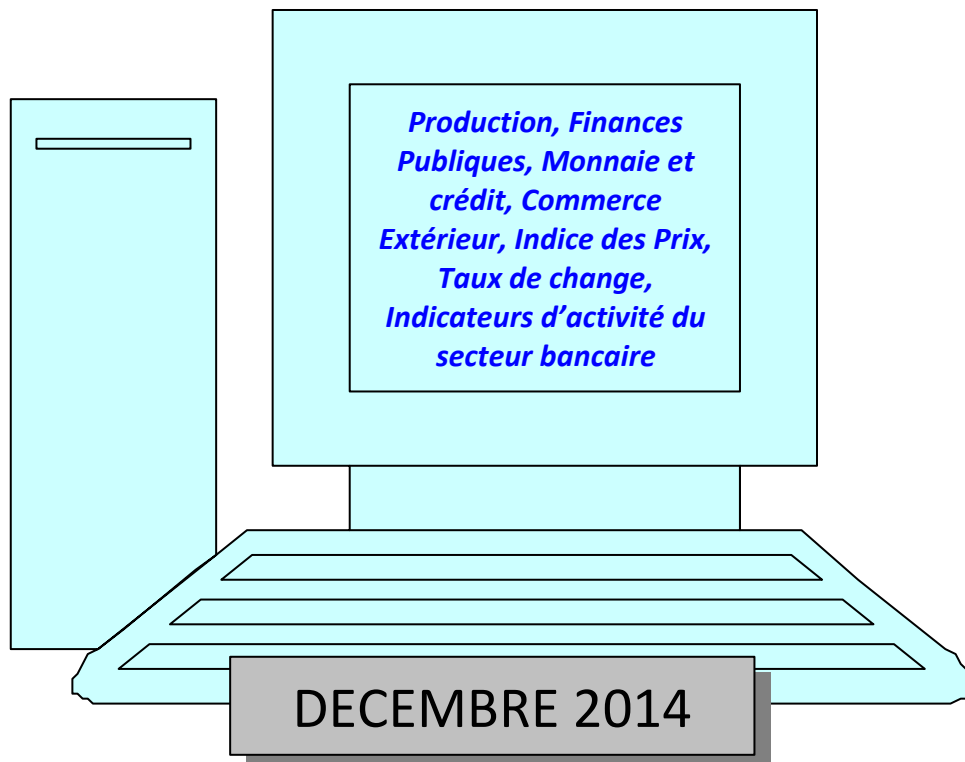


TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
Indice de la production industrielle	1
Café.....	1
Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	1
IV. FINANCES PUBLIQUES	2
Recettes.....	2
Dépenses	2
Dette publique.....	2
-Dette intérieure	2
-Dette extérieure.....	2
V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET CONTREPARTIES...	3
Base monétaire	3
Masse monétaire.....	3
Contreparties.....	3
VI. COMMERCE EXTERIEUR	4
Exportations	4
Importations.....	4
VII. TAUX DE CHANGE	5
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR FINANCIER	5
Principaux Emplois	5
Principales Ressources	6
Les créances compromises.....	6
Résultat.....	6
Normes prudentielles.....	6
ANNEXE1 :PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	7
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	8
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	9

I. INTRODUCTION

Le commentaire sur les principaux indicateurs ci-après porte sur l'évolution, à fin décembre 2014, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et de ses contreparties.

A fin décembre 2014, le secteur réel a été marqué par la baisse de la production industrielle et l'augmentation de la production de café et de thé, le déficit global des finances publiques s'est aggravé, le solde de la balance commerciale s'est légèrement amélioré et la croissance de la masse monétaire s'est accélérée.

II. PRODUCTION

Par rapport au mois précédent, l'indice de la production industrielle a baissé tandis que la production de thé et les apports de café parche se sont accrus. D'une année à l'autre, l'indice de la production industrielle, la production cumulée de thé et les apports de café parche ont progressé.

Indice de la production industrielle

Au mois de décembre 2014, la production industrielle a reculé par rapport au mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle a baissé de 1,5 p.c., revenant de 120,4 à 118,6 en raison essentiellement de la clôture de la campagne de production du sucre.

Par contre, en glissement annuel, l'indice s'est accru de 17,7 p.c. suite principalement à l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (25,8 p.c.) et de la fabrication de cigarettes (91,4 p.c.).

Café

A fin décembre 2014, les apports de café Arabica en parche de la campagne 2014/2015 se sont établis à 18.450 contre 14.134 T à la même période de la campagne précédente, soit un accroissement de 4.316 T, ou 30,5 p.c., en rapport avec la cyclicité du caféier.

Thé

La récolte de thé en feuilles vertes du mois de décembre 2014 s'est élevée à 4.693 contre 4.542 T le mois précédent, soit une hausse de 3,3 p.c. De même, en glissement sur douze mois, la production cumulée s'est accrue (16,2 p.c.), passant de 41.724 à 48.495 T en rapport avec la bonne pluviosité.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Comparé à la même période de 2013, l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2014 s'est inscrit en hausse (103,8 contre 100,0), soit une inflation de 3,8 p.c. Cette situation est liée à la progression des prix des produits non alimentaires (107,4 contre 100,0), partiellement contrebalancé par la baisse de l'indice des prix des produits alimentaires qui est revenu de 100,0 à 99,2.

La hausse des prix des produits non alimentaires a concerné essentiellement les articles des divisions « articles d'habillement et articles chaussants » (113,7 contre 100,0), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (108,8 contre 100,0), « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (110,5 contre 100,0), la « santé » (111,5 contre 100,0), « hôtellerie, café et restauration » (108,1 contre 100,0),

et « autres biens et services » (107,4 contre 100,0) etc...

Indice des prix à la consommation (Base Déc. 2013)

	déc-13	déc-14	Variation
1. Alimentation	100	99,2	-0,8
2. Hors alimentation	100	107,4	7,4
- Boissons alcoolisées et Tabac	100	101,1	1,1
- Articles d'habillement et articles chaussants	100	113,7	13,7
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	100	108,8	8,8
- Ameublement, équipement ménager, et entretien courant de la maison	100	110,5	10,5
- Santé	100	111,5	11,5
- Transport	100	101,9	1,9
- Communications	100	101,3	1,3
- Loisirs et culture	100	104,8	4,8
- Enseignement, éducation	100	103,0	3,0
- Hôtellerie, café et restauration	100	108,1	8,1
- Autres biens et services	100	107,4	7,4
Indice général	100	103,8	3,8

Source : ISTEEDU

Par rapport au mois précédent, le niveau général des prix s'est inscrit en retrait de 0,2 p.c. (103,8 contre 104,0). Cette décélération est due au fléchissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (99,5 contre 100,6), des « boissons alcoolisées et tabac » (101,1 contre 101,8), et du « transport » (101,9 contre 102,2). Les produits non alimentaires, quant à eux, se sont inscrits en hausse de 0,5 p.c.

IV. FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques à fin décembre 2014 s'est détériorée par rapport à décembre 2013, enregistrant ainsi un déficit plus profond que celui de la même période de l'année précédente. Pour faire face à cette situation, l'Etat a fait recours aussi bien à l'endettement intérieur qu'extérieur.

Recettes

Les recettes du budget consolidé de l'Etat de 2014 se sont établies à 663.212,0 contre 567.622,4 MBIF l'année précédente, soit une augmentation de 95.589,6 MBIF, ou 16,8 p.c. en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (+47.041,2 MBIF), non fiscales (+46.056,5 MBIF) et exceptionnelles (+ 2.491,9 MBIF).

D'un mois à l'autre, les recettes totales ont augmenté de 5.380,2 MBIF, soit 8,9 p.c., passant de 60.185,9 à 65.566,0 MBIF.

Dépenses

Le cumul des dépenses de l'Etat s'est accru de 11,9 pc d'une année à l'autre, se fixant à 1.051.723,2 MBIF à fin décembre 2014 contre 953.025,6 MBIF une année auparavant.

Le cumul des dépenses de personnel s'est fixé à 314.387,2 MBIF en 2014 contre 295.659,5 MBIF l'année précédente, soit une hausse de 6,9 p.c.

Dettes publiques

L'encours de la dette publique a progressé de 14,9 p.c. d'une année à l'autre, se fixant à 1.394.069,2 MBIF à fin Décembre 2014 contre 1.213.669,4 MBIF l'exercice précédent, en raison de l'augmentation, à la fois, de la dette intérieure (+22,1 p.c.) et extérieure (+7,9 p.c.).

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique a augmenté de 3,7 p.c. suite à l'augmentation de la dette intérieure (+7,6 p.c.) tandis que la dette extérieure a légèrement diminué (-0,2 p.c.).

-Dette intérieure

D'une fin d'année à l'autre, le stock de la dette publique intérieure a progressé de

132.155,9 MBIF, passant de 597.961,8 à 730.117,7 MBIF, en liaison principalement avec l'augmentation des avances de la Banque centrale (+51.489,3 MBIF), des engagements envers les banques commerciales (+72.776,9 MBIF) et de la dette envers le secteur non bancaire (+8.431,7 MBIF).

En flux mensuels, le stock de la dette intérieure a augmenté de 51.580,9 MBIF, passant de 678.536,8 à 730.117,7 MBIF, suite à l'accroissement des engagements de l'Etat envers, à la fois, le secteur bancaire (+40.680,9 MBIF) et le secteur non bancaire (+10.900,0 MBIF).

-Dette extérieure

En glissement annuel, l'encours de la dette publique extérieure à fin décembre 2014 a progressé de 48.552,9 MBIF, passant de 615.707,6 à 664.260,5 MBIF. Cette augmentation a résulté des nouveaux tirages (65.223,7 MBIF) qui ont contrebalancé les amortissements (7.885,1 MBIF) et les moins-values de réévaluation (8.785,7 MBIF).

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique extérieure a diminué de 1.386,5 MBIF, revenant de 665.647,0 à 664.260,5 MBIF suite aux moins-values de réévaluation (2.482,3 MBIF) qui ont dépassé les nouveaux tirages (1.095,8 MBIF).

Les tirages de décembre 2014 ont été alloués aux secteurs routier, agricole et énergétique. En effet, l'OPEP a décaissé des fonds pour financer la route Ntamba-Ndora et le Programme de développement des filières agricoles à hauteur de 521,4 et 355,5 MBIF respectivement, et l'Exim bank a débloqué 218,8 MBIF pour financer le barrage hydroélectrique kabu 16.

Exprimé en dollars américains, le stock de la dette extérieure à fin décembre 2014 a augmenté de 7,3 p.c. par rapport à fin décembre 2013, se fixant à 428,2 contre 399,1 MUSD.

V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET CONTREPARTIES

D'une fin d'année à l'autre, la croissance de la base monétaire s'est accélérée, passant de 12,8 p.c. à fin décembre 2013 à 15,8 p.c. à fin décembre 2014. De même, le rythme de croissance de la masse monétaire s'est accéléré, passant de 9,7 à 11,6 p.c. suite à la forte croissance du crédit intérieur (17,1 contre 5,7 p.c.), les avoirs extérieurs nets s'étant contractés (-0,5 contre 3,7 p.c.).

Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire (355.001,0 contre 306.586,1 MBIF) s'est accrue de 48.414,9 MBIF, soit 15,8 p.c., en liaison avec l'augmentation des dépôts du secteur bancaire (+37.284,6 MBIF), de la circulation fiduciaire (+15.657,2 MBIF) et des dépôts divers (+533,4 MBIF). En revanche, les dépôts des institutions de micro finance et des établissements financiers ont respectivement diminué de 4.100,7 et 1.049,3 MBIF.

Masse monétaire

Comparée à celle de décembre 2013, la masse monétaire M3 à fin décembre 2014 (1.048.189,7 contre 939.527,9 MBIF) a sensiblement augmenté de 108.661,8 MBIF, soit 11,6 p.c. en rapport avec l'accroissement de la composante M2 (+81.331,3 MBIF) et des dépôts en devises des résidents (+27.330,5 MBIF).

L'accroissement de la masse monétaire M2 a porté sur les disponibilités monétaires (+64.441,3 MBIF) et les dépôts à terme (+16.890,0 MBIF). L'accroissement de

l'agrégat M1 s'explique par la hausse des dépôts à vue en BIF (+52.112,3 MBIF) et de la circulation fiduciaire hors banques (+12.329,0 MBIF).

L'augmentation des dépôts à vue en BIF a concerné ceux des particuliers (+13.567,2 MBIF), des entreprises privées (+25.440,6 MBIF), des administrations locales (+1.149,0 MBIF) et ceux regroupés dans les « autres comptes » (+20.202,6 MBIF). En revanche, les avoirs des sociétés à participation publique et des établissements financiers ont respectivement diminué de 7.548,5 et 698,6 MBIF.

La progression des dépôts à terme et d'épargne en BIF a été tirée par l'accroissement des placements des particuliers (+5.318,2 MBIF), des entreprises privées (+9.944,1 MBIF) et des dépôts à terme et d'épargne regroupés dans les « autres comptes » (+9.290,9 MBIF). En revanche, les dépôts des sociétés à participation publique ont diminué de 7.459,9 MBIF.

Pour leur part, les dépôts en devises des résidents ont augmenté de 27.330,5 MBIF suite à la hausse des dépôts regroupés dans les autres comptes (+42.208,7 MBIF), des dépôts des entreprises privées (+13.604,9 MBIF) et de ceux des sociétés à participation publique (+863,6 MBIF). Par contre, les dépôts en devises des particuliers et ceux des établissements financiers se sont contractés de 29.219,0 et 127,7 MBIF respectivement.

Contreparties

D'une fin d'année à l'autre, le crédit intérieur (1.138.620,9 contre 972.302,3 MBIF) s'est sensiblement accru de 166.318,6 MBIF, soit 17,1 p.c. Cette augmentation a résulté de la hausse des

créances nettes sur l'Etat (+112.731,7 MBIF) et des créances sur l'économie (+53.586,9 MBIF).

L'expansion des créances nettes sur l'Etat s'explique par l'accroissement des avances de la Banque Centrale (+51.489,3 MBIF), de l'encours des Bons et Obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+38.682,8 MBIF) et des autres créances sur l'administration centrale (+34.094,1 MBIF) qui a largement contrebalancé la progression des dépôts du secteur gouvernemental (+10.992,5 MBIF).

L'augmentation des créances sur l'économie a concerné principalement les crédits à long terme (+34.048,8 MBIF) qui ont financé l'habitat et les autres constructions.

Les avoirs extérieurs nets ont diminué de 49.227,6 MBIF, soit -21,4 p.c., revenant de 229.756,1 MBIF en décembre 2013 à 180.528,5 MBIF en décembre 2014.

Exprimées en dollars américains, les réserves de change nettes ont diminué de 22,0 p.c., se fixant à 116,2 contre 149,0 millions.

VI. COMMERCE EXTERIEUR

Au cours de l'année 2014, le commerce extérieur a été caractérisé par une progression des exportations (+32,4 p.c.) et un recul des importations (-5,7 p.c.) par rapport à l'année précédente. Il en a résulté un déficit de la balance commerciale allégé par rapport à celui de l'exercice précédent (995.361,9 contre 1.114.932,4 MBIF).

Exportations

Les exportations cumulées à fin décembre 2014 ont augmenté, à la fois, en valeur et en volume, passant de 146.257,1 à 193.674,9 MBIF et de 58.440 à 79.580 T respectivement.

En valeur, cet accroissement a concerné aussi bien les exportations des produits primaires (137.554,4 contre 100.086,0 MBIF) que manufacturés (56.120,5 contre 46.171,1 MBIF).

La hausse de la valeur des exportations des produits primaires a été principalement tirée par l'exportation de café (84.988,4 contre 44.529,8 MBIF) et des peaux brutes (6.040,5 contre 3.991,5 MBIF). S'agissant des produits manufacturés, l'augmentation a concerné les bières de la BRARUDI (9.015,3 contre 4.253,4 MBIF), la farine de blé (8.196,2 contre 4.515,4 MBIF) et les autres biens manufacturés (20.403,0 contre 18.084,3 MBIF).

En volume, l'amélioration des exportations a porté aussi bien sur les produits primaires (35.155 contre 29.023 T) que sur les produits manufacturés (44.426 contre 29.417 T).

Importations

Les mises en consommation cumulées à fin décembre 2014 se sont inscrites en retrait en valeur et en volume, revenant de 1.261.189,5 à 1.189.063,8 MBIF et de 809.077 à 798.246 T respectivement.

En valeur, cette diminution a résulté de la baisse des importations de biens de production (524.689,6 contre 546.031,9 MBIF) et de biens d'équipement (254.623,3 contre 318.511,5 MBIF) qui ont contrebalancé l'augmentation des importations de biens de consommation (409.724,0 contre 396.646,1 MBIF).

La baisse de la mise en consommation des biens de production a concerné les biens destinés à la construction (46.293,8 contre 51.639,4 MBIF), à la métallurgie (44.402,0 contre 53.266,7 MBIF) et à l'industrie agro-alimentaire (70.796,6 contre 74.475,8 MBIF).

S'agissant des biens d'équipement, la diminution a porté sur les importations des « chaudières et engins mécaniques » (60.503,2 contre 121.257,9 MBIF), des « tracteurs, véhicules et engins de transport » (53.807,4 contre 106.117,0).

En volume, la baisse a concerné les biens de production (526.807 contre 529.314 T) et les biens de consommation (239.182 contre 252.601 T) qui ont contrebalancé la hausse des mises en consommation des biens d'équipement (32.257 contre 27.162 T) en particulier le matériel électrique (6.204 contre 2.724 T) et les « pièces et outillages » (11.164 contre 8.152 T).

VII. TAUX DE CHANGE

Le taux de change moyen du BIF de décembre 2014 s'est établi à 1551,22 BIF pour un dollar américain contre 1540,94 BIF à la même période de 2013, traduisant ainsi une dépréciation de 0,67 p.c.

A fin décembre 2014, le BIF s'est déprécié de 0,77 p.c., s'établissant à 1553,85 contre 1541,99 pour un dollar américain.

Le taux de change effectif nominal du franc burundien a connu une hausse de 7,0 p.c., passant de 111,9 à 119,7 suite à l'appréciation du BIF vis-à-vis de la plupart des monnaies des pays partenaires. De même, le taux de change effectif réel s'est également accru de 8,8 p.c. (108,8 contre 100), suite à l'appréciation du BIF et à la hausse plus rapide des prix intérieurs (+3,8 p.c.) et extérieurs (+2,0 p.c.).

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR FINANCIER

Principaux Emplois

A fin décembre 2014, les principaux emplois consolidés de l'ensemble du secteur financier ont augmenté par rapport à fin

décembre 2013, passant de 1.354.642,3 MBIF à 1.582.924,2 MBIF, soit un accroissement de 16,9 p.c.

Cette hausse est principalement liée à l'augmentation des actifs liquides (22,4 p.c.) et des crédits (27,9 p.c.).

Principales Ressources

S'établissant à 1.052.245,7 MBIF à fin décembre 2014 contre 878.369,7 MBIF à fin décembre 2013, les principales ressources du secteur financier ont enregistré une progression de 19,8 p.c. Celle-ci est liée à l'accroissement des ressources provenant de la clientèle et des ressources interbancaires.

Les créances compromises

Passant de 73.001,5 MBIF à 99.501,0 MBIF de fin décembre 2013 à fin décembre 2014, les créances en souffrance de l'ensemble du secteur ont augmenté de 36,3 p.c., suite à l'accroissement des impayés, à la fois, dans les banques commerciales (+35,2 p.c.) et dans les établissements financiers (+49,3 p.c.). A la date sous revue, le taux de détérioration du portefeuille crédits (impayés/total crédits) du secteur se trouve à un niveau élevé (10,9 p.c.) par rapport à la norme de 5 p.c. pour un établissement de crédit réputé solide.

Résultat

Le résultat cumulé de l'ensemble du secteur financier a baissé par rapport à celui de l'exercice précédent, revenant de 16.627,0 à 13.801,9 MBIF, soit une diminution de 17,0 p.c. Cette situation résulte de l'effet cumulé de la diminution du résultat net des banques commerciales (19,1 p.c.) et des établissements financiers (56,4 p.c.). La chute de la rentabilité du secteur est essentiellement due à la détérioration du portefeuille crédit.

Normes prudentielles

Les normes prudentielles de l'ensemble du secteur se sont établies au-dessus des seuils réglementaires. Néanmoins, comparés à ceux de l'exercice précédent, les ratios de solvabilité de base et globale ont respectivement diminué de 20,8 p.c. et 22,0 p.c.. Cette diminution est due à la mise en application de la nouvelle circulaire n°03/2014 relative aux ratios de solvabilité qui prend en compte le risque de marché et le risque opérationnel en plus du risque de crédit. Le coefficient de liquidité en devises a également chuté de 8,4 p.c. En revanche, les fonds propres de base et globaux ont augmenté de 6,1 p.c. et 3,7 p.c. d'une année à l'autre.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur financier		
	Variation			Variation					
	31-déc-13	31-déc-14	en %	31-déc-13	31-déc-14	en %	31-déc-13	31-déc-14	Variation en %
I. EMPLOIS	1 269 556,7	1 478 570,0	16,5	85 085,6	104 354,2	22,6	1 354 642,3	1 582 924,2	16,9
1. Principaux Emplois	1 046 608,3	1 258 828,4	20,3	72 405,4	92 746,1	28,1	1 119 013,7	1 351 574,5	20,8
A. Liquidité	418 810,6	509 951,8	21,8	1 735,5	4 791,4	176,1	420 546,1	514 743,2	22,4
. Caisse	39 187,3	41 843,3	6,8	16,2	10,1	-37,7	39 203,5	41 853,4	6,8
. B.R.B.	82 990,8	118 966,3	43,3	145,4	259,0	78,1	83 136,2	119 225,3	43,4
. Banques & Etablissements Financiers	187 612,5	201 439,4	7,4	1 573,9	4 522,3	187,3	189 186,4	205 961,7	8,9
. Bons et Obligations du Trésor	109 020,0	147 702,9	35,5	0,0	0,0	-	109 020,0	147 702,9	35,5
B. Crédits	598 049,3	748 876,5	25,2	56 388,5	87 954,7	56,0	654 437,8	836 831,2	27,9
. Court terme	367 299,9	357 591,3	-2,6	10 901,2	11 519,1	5,7	378 201,1	369 110,4	-2,4
. Moyen terme	163 583,7	173 794,6	6,2	35 120,5	32 182,7	-8,4	198 704,2	205 977,3	3,7
. Long terme	55 790,7	126 414,9	126,6	22 522,0	35 437,2	57,3	78 312,7	161 852,1	106,7
. Crédits bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Autres crédits	163,1	390,4	139,4	0,0	0,0	0,0	163,1	390,4	139,4
. Impayés	67 096,9	90 685,3	35,2	5 904,6	8 815,7	49,3	73 001,5	99 501,0	36,3
2. Autres	222 948,4	219 741,7	-1,4	12 680,2	11 608,1	-8,5	235 628,6	231 349,8	-1,8
II. RESSOURCES	1 269 556,7	1 478 570,0	16,5	85 085,6	104 354,2	22,6	1 354 642,3	1 582 924,2	16,9
1. Les Principales Ressources	861 623,1	1 029 583,3	19,5	16 746,6	22 662,4	35,3	878 369,7	1 052 245,7	19,8
. Clientèle	851 682,3	930 592,1	9,3	16 746,6	20 162,4	20,4	868 428,9	950 754,5	9,5
. B.R.B.	0,0	2 882,7	-	0,0	2 000,0	-	0,0	4 882,7	-
. Banques & Etablissements Financiers	9 940,8	96 108,5	866,8	0,0	500,0	-	9 940,8	96 608,5	871,8
2. Autres	407 933,6	448 986,7	10,1	1 935,6	81 691,8	4 120,5	409 869,2	530 678,5	29,5
III. Résultat Cumulé:	13 879,7	12 606,1	-9,2	2 747,3	1 195,8	-56,5	16 627,0	13 801,9	-17,0
. Résultat de l'exercice	14 820,5	15 093,4	1,8	2 762,2	1 204,2	-56,4	17 582,7	16 297,6	-7,3
. Dotations complémentaires	105,5	3 195,9	2 929,3	16,5	8,4	-49,1	122,0	3 204,3	2 526,5
. Résultat net de l'exercice	14 715,0	11 897,5	-19,1	2 745,7	1 195,8	-56,4	17 460,7	13 093,3	-25,0
. Résultat des exercices précédents	-835,3	708,6	-184,8	1,6	0,0	-100,0	-833,7	708,6	-185,0
IV. Normes prudentielles									
. Fonds propres de base (en MBIF)	169 750,8	180 346,7	6,2	19 790,6	20 704,2	4,6	189 541,4	201 050,9	6,1
. Fonds propres (en MBIF)	197 420,0	203 993,9	3,3	25 995,7	27 777,3	6,9	223 415,7	231 771,2	3,7
. Ratio de solvabilité de base (en %)	19,2	15,3	-20,5	25,1	19,7	-21,5	19,7	15,6	-20,8
. Ratio de solvabilité globale (en %)	22,4	17,3	-22,7	32,9	26,5	-19,5	23,2	18,1	-22,0
. coefficient de liquidité en BIF(en %)	26,2	35,4	35,2	0,0	0,0	-	26,2	35,4	35,1
. Coefficient de liquidité en devises (en %)	92,7	84,9	-8,4	0,0	0,0	-	92,7	84,9	-8,4
. Rapport entre R.S et E.I. (en %)	124,1	134,3	8,3	220,5	246,6	11,8	135,9	150,6	10,8

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2013			2014		
	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	158,5	130,2	100,8	156,6	120,4	118,6
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	9 834	12782	14134	18 270	18450	18450
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	34 660	38209	41724	39 260	43 802	48 495
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	99,9	99,8	100,0	103,4	104,0	103,8
5. Taux d'inflation	7,3	8,4	9,0	3,5	4,2	3,8
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	468 026,7	510 524,2	567 622,4	537 460,1	597 645,9	663 212,0
1.1. Recettes fiscales (cumul)	433 944,1	472 970,5	525 166,1	459 648,8	513 811,5	572 207,3
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	29 639,9	33 089,2	37 762,6	70 754,3	76 705,9	83 819,1
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	4 442,7	4 464,5	4 693,7	7 057,0	7 128,5	7 185,6
2. Dépenses cumulées	735 651,5	832 557,5	953 025,6	887 019,8	956 777,4	1 051 723,2
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	243 666,3	269 879,3	295 659,5	260 482,5	285 414,8	314 387,2
3. Dette publique (en MBIF)	1 220 801,8	1 234 257,0	1 213 669,4	1 377 970,5 (p)	1 344 183,8 (p)	1 394 378,2 (p)
3.1. Encours dette intérieure	604 594,0	622 287,5	597 961,8	711 012,5 (p)	678 536,8 (p)	730 117,7 (p)
dont bons et obligations du Trésor	183 386,2	182 370,7	182 925,5	224 259,8	225 519,8	230 040,0
avance ordinaire BRB	6 525,5	20 947,4	0,0	74 347,0	41 502,5	55 186,9
3.2. Encours dette extérieure	616 207,8	611 969,5	615 707,6	666 958,0	665 647,0	664 260,5
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	400,3	397,4	399,1	430,6	429,5	428,2
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	2 748,9	1 194,5	539,1	1 967,6	572,7	199,4
dont amortissements	1 981,9	677,6	476,9	1 196,5	0,0	0,0
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	1 644,5	0,0	205,8	148,6	4 305,6	1 095,8
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	289 221,9	287 392,5	306 586,1	370 346,0	330 835,7	355 001,0
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	921 189,4	915 555,0	939 527,9	1 029 150,0 (p)	996 003,4 (p)	1 048 189,7 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	777 679,7	778 834,0	801 728,3	873 051,2 (p)	848 744,0 (p)	883 059,6 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 005 080,8	1 010 998,0	972 302,3	1 094 877,2 (p)	1 072 255,9 (p)	1 138 620,9 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	294 901,5	305 815,2	274 749,0	359 480,6 (p)	330 309,9 (p)	387 480,7 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	188 761,3	176 991,3	229 756,1	203 175,4	191 883,9	180 528,5
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité	-	-	-	-	-	-
6.2. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7. Taux d'intérêt moyens pondérés						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	8,47	8,84	9,44	5,66	4,39	4,35
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	10,98	10,65	10,53	8,17	7,29	6,75
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	13,40	13,36	13,25	10,60	10,44	10,20
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	0,0	0,0
7.5. Apport de liquidité	-	-	-	-	0,0	0,0
7.6. Facilité de prêt marginal	11,45	13,00	12,50	6,5	7,90	8,00
7.7. Marché interbancaire	10,08	10,00	9,48	4,25	4,07	6,72
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,94	9,00	8,97	8,89	9,02	8,80
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,22	16,19	16,24	16,63	16,76	16,71
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	113 536,2	125 801,0	146 257,1	147 677,5	173 250,1	193 674,9
dont Café Arabica	32 650,4	37 979,4	44 529,8	59 797,8	74 028,8	84 988,4
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	44 997	52 022	58 440	64 623	72 097	79 580
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb - BIF/Kg	116,3	117	100	163,7	169,5	167,1
1.3. Encaissements café (en MBIF)	28 740,1	31 553,2	34 445,2	49 407,0	54 961,5	59 687,6
2. Importations (cumul en MBIF)	1 057 175,2	1 150 240,8	1 261 189,5	975 009,9	1 073 872,3	1 189 036,8
dont produits pétroliers	217 860,7	242 778,6	265 371,2	218 857,5	237 888,5	258 646,5
2.1. Volume des importations (cumul en T)	610 697	678 039	809 077	669 980	733 746	798 246
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)						
3.1.1. Nominal	80,2	81,2	111,9	115,8	118,2	119,7
3.1.2. Réel	71,9	72,7	100,0	104,8	107,7	108,8
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 539,5	1 540,6	1 542,0	1 549,4	1 550,0	1 553,1
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 539,4	1 539,9	1 540,9	1 549,0	1 549,7	1 551,2
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2010	2011	2012	2013	2014
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,8	4,2	4,2	4,7	4,7
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	6,5	9,6	18,2	8,0	4,4
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollars)	101,2	124,0	134,7	94,7	125,2
Importations, CAF (en millions de dollars)	508,8	755,6	751,5	811,0	768,8
Volume des exportations (en tonnes)	38 998	47 476	52 300,0	58 440	79 580
Volume des importations (en tonnes)	494 987	681 790	705 348,0	809 077	798 246
Solde du compte courant (en millions de dollars)	-300,5	-262,7	-255,1	-252,6	n,d
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 230,8	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 232,9	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,0
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	332,1	295,6	312,9	321,2	317,3
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	6,5	4,0	4,0	4,2	4,2
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 528,5
Crédit intérieur (en MBIF)	641 171,8	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 138 620,9 (p)
Crédits nets à l'Etat	210 778,6	232 248,9	277 057,5	274 749,0	387 480,7 (p)
Crédits à l'économie	430 393,2	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 140,2 (p)
masse monétaire (M3)	686 629,8	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 048 189,7 (p)
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	597 009,8	636 400,0	708 053,0	801 728,3	883 059,6 (p)
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,2	4,5	4,7	5,0	5,1
Base monétaire (Taux de croissance)	6,0	0,7	16,1	23,6	15,8
Taux d'apport de liquidité (en p.c.)	8,6	13,3	-	-	-
Taux de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	11,3	14,3	13,8	12,5	8,0
Taux moyens créditeurs des banques commerciales (fin de période)	7,3	7,6	8,8	9,0	8,8
Taux moyens débiteurs des banques commerciales (fin de période)	15,9	15,3	15,7	16,2	16,7
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	25,3	23,8	19,9	20,7	18,8
Dépenses (en p.c. du PIB)	27,0	27,0	23,7	23,4	22,5
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-2,8	-1,7	-0,3	-2,3	-0,5
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-11,2	-10,3	-7,9	-9,5	-8,3
- dons inclus	-1,7	-3,2	-3,5	-2,7	-3,7
Dettes intérieures (en MBIF)	427 102,6	464 027,7	539 599,5	597 961,8	730 117,7
Dettes extérieures (en MUSD, en fin de période)	401,2	356,3	397,6	399,6	428,2
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,6	2,5	3,4	3,5	4,2
Dettes extérieures publiques (en p.c. du PIB)	19,8	17,0	17,4	15,1	14,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2 495,8	2 849,7	3 493,2	4 074,3	4 668,9
(p) : Provisoire					